



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

COMBATTRE LES CONDITIONS QUI ONT RENDU POSSIBLE LE TRUMPISME

12 novembre 2020 | Par James Cohen, Professeur, Institut du monde anglophone, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

La victoire de Joseph Biden ne fait aucun doute. Bien qu'il ne l'ait pas encore publiquement reconnu, Donald Trump sera obligé de quitter la Maison Blanche avant le 20 janvier 2021. Les batailles d'arrière-garde qu'il tente de mener dans les tribunaux dureront un temps ainsi que le recomptage des bulletins dans deux Etats (Wisconsin et Géorgie), mais il partira.

S'il avait été réélu, la menace autoritaire qu'il représente ne pouvait que s'aggraver. Il était important d'y mettre un coup d'arrêt, je le dis en tant qu'électeur américain. Mais le trumpisme, loin de disparaître, va perdurer sous diverses formes. Biden veut placer sa présidence sous le signe de l'apaisement mais il n'est pas sûr que les conditions d'un retour à la paix sociale et civile soient réunies dans la société américaine.

Bien que Biden ait battu le record du nombre de voix recueillies par un candidat à la Maison Blanche dans l'histoire des Etats-Unis – environ 75 millions – le « raz de marée démocrate » annoncé dans certains sondages n'a pas eu lieu.

Trump a lui-même recueilli plus de voix – environ 70 millions – qu’en 2016. Le pays reste plus divisé que jamais. Des Républicains émules de Trump s’implantent non seulement dans les Etats dits rouges (républicains) mais aussi dans des zones considérables des Etats dits bleus (démocrates) : la carte des élus au Congrès de la Pennsylvanie, du Michigan, ou même de l’Etat de New York en est une bonne illustration. Dans plusieurs Etats remportés par Trump, il a légèrement augmenté sa marge de victoire par rapport à 2016. Les Républicains n’auront pas de majorité à la Chambre des Représentants mais ils ont repris cinq sièges perdus en 2018.

Trump fonctionne à la division et à la polarisation. Ce n’est pas lui qui a introduit cette logique dans la vie politique américaine puisque le Parti républicain la pratique avec une intensité croissante depuis les années 1960, mais il l’a exacerbée, en banalisant le langage xénophobe et raciste, en diabolisant ses adversaires, en faisant de la désinformation une méthode de gouvernement et en cautionnant les propos et l’activité des groupes d’extrême-droite, ouvertement racistes et dans certains cas armés.

Sans Trump à la Maison Blanche, la tension de tous les instants retombera et la vie politique ne sera plus rythmée par des tweets hargneux dès 3 h du matin. Mais le Parti républicain reste un parti qui tend vers une droite extrême, en termes économiques et sociaux comme en termes écologiques. La fièvre de l’ethno-nationalisme retombera peut-être un peu – encore que cela reste à prouver – mais la politique de polarisation restera un ingrédient essentiel du discours et de l’action des Républicains. Dans l’histoire de la république américaine, la question de la compatibilité entre la défense des intérêts du capital et la défense de la démocratie n’a jamais été si directement posée.

C’est ce parti qui risque de contrôler le Sénat – sauf résultat très favorable pour les Démocrates en Géorgie le 5 janvier prochain – et de faire barrage à tous les projets de l’administration Biden. La Cour Suprême, ancrée très à droite pour les décennies à venir, sera un obstacle à toute tentative éventuelle de réglementer le financement des campagnes électorales, de garantir aux femmes le droit à l’interruption volontaire de grossesse et le droit de vote pour tous.

Il y a peu de chances que le Parti républicain prenne un chemin plus centriste. En termes économiques et en termes écologiques c’est exclu puisque depuis l’époque de Reagan, il y a 40 ans, et de façon plus marquée encore depuis, c’est le parti de la déréglementation et de l’attaque contre les droits des salariés.

Quant au racisme et à la ligne anti-immigrés – en particulier ceux venus des pays voisins du Sud – les Républicains ont perdu plusieurs occasions ces dernières années d'abandonner ces attitudes et de s'ouvrir à la diversité, ce qui pourrait pourtant les aider à élargir leur base alors que la majorité blanche est en train de devenir minorité. Certes, en 2020 Trump a légèrement augmenté ses scores parmi les Latinos et même – très légèrement -- parmi les hommes afro-américains, mais dans les deux cas le phénomène est minoritaire et ne signifie en aucun cas un assouplissement de la ligne politique des Républicains[1].

Il existe des figures émergentes au sein du parti républicain qui sont, pour ainsi dire, plus Trump que Trump. Prenons l'exemple du sénateur Tom Cotton de l'Etat d'Arkansas, 43 ans, qui ne cache pas ses ambitions présidentielles. Bien introduit dans l'*establishment* de la politique étrangère, il développe des positions de politique intérieure et extérieure similaires à celles de Trump, mais en militariste plus ouvert et plus assumé. C'est Cotton qui a déclaré au moment des manifestations de *Black Lives Matter* au printemps 2020 qu'il fallait les réprimer en envoyant l'armée (les forces armées n'ont pas répondu à l'appel de Trump, ce sont des corps de police fédéraux qui ont accepté de jouer ce rôle).

Au Congrès à partir de janvier 2021, il y aura même, signe des temps, une nouvelle représentante de Géorgie qui se réclame à la fois de Trump et des théories complotistes du réseau d'extrême-droite QAnon. La désinformation et le complotisme au service d'un projet autoritaire ne sont pas près de disparaître.

QUE POURRA CHANGER L'ADMINISTRATION BIDEN ?

L'administration Biden offrira sans aucun doute à la population américaine une approche plus saine de la crise du COVID-19. Un plan national, qui a cruellement manqué jusqu'ici, est déjà en train d'être proposé, deux mois avant l'entrée en fonction du nouveau président. Mais sera-t-il possible d'y faire adhérer des Etats gouvernés par des Républicains ?

[1] Deux situations semblent avoir surpris les médias : 1) le succès relatif de Trump par rapport à 2016 parmi les électeurs mexicains-américains d'une région du Texas, la vallée du Rio Grande – situation exceptionnelle qui est loin d'être l'explication principale de sa majorité (52,2 % contre 46,7 %) à l'échelle de ce grand Etat avec ses 11 millions d'électeurs ; et 2) le microcosme du comté Dade en Floride, où Trump a mené campagne sur le thème de antisocialisme, en dénonçant son adversaire comme l'otage d'une gauche forcément extrême. Impossible à partir de ces deux cas de formuler des généralisations sur « le vote latino », tant cette catégorie est nombreuse (18 % de la population nationale, 13 % des électeurs) et diverse en termes d'origine nationale et de condition socio-économique.

Au nom de l' « ouverture de l'économie » et de la « liberté » les Républicains, ne risquent-ils pas de continuer à s'opposer comme Trump à toute politique coordonnée et contraignante de santé publique et à refuser les conseils des scientifiques et des médecins ?

Après la pandémie se poseront des questions de plus long terme. Il reste encore environ 30 millions d'Américains sans assurance médicale et beaucoup d'autres dont le plan d'assurance privée n'est pas une garantie de sécurité en cas de maladie grave. La majorité des électeurs démocrates ont exprimé au cours de l'année 2020 leur préférence pour une politique de santé beaucoup plus ambitieuse que ce que proposent Biden et Harris, à savoir un vrai système d'assurance-santé garanti par l'Etat (*Medicare for All*), ce qui suppose que les assurances privées soient enlevées de l'équation. Même si le sénateur Bernie Sanders n'a pas gagné les primaires (la pandémie ayant mis une fin prématurée à sa candidature), les idées portées par sa campagne sont majoritaires dans les milieux démocrates et très populaires au-delà[2]. Une politique visionnaire de ce genre aurait non seulement le mérite d'apporter un vrai progrès social mais aussi de donner aux électeurs des raisons de voter démocrate, de mobiliser beaucoup plus largement et d'affaiblir ainsi la base sociale du trumpisme. Seulement, le courant dominant du parti démocrate mène un combat acharné contre cette orientation[3]. Il s'agira tout au plus d'aménager l'*Affordable Care Act* («*Obamacare*») de 2010, si la Cour suprême ne l'invalide pas dans les semaines à venir...

Les manifestations en faveur du mouvement *Black Lives Matter* en mai et juin 2020 ont été les plus grandes de l'histoire du pays : plus de 20 millions de personnes mobilisées dans plus de 500 villes[4]. A côté des Noirs américains qui revendiquaient, comme à l'époque du mouvement des droits civiques, le droit d'être traités à égalité, comme n'importe quel citoyen, manifestaient des millions d'alliés de toutes origines, révoltés par tant de meurtres racistes impunis. Le problème que soulève ce mouvement est réel et a malheureusement peu de chances de disparaître dans l'immédiat. Trump s'en va mais ses alliés du côté des syndicats policiers ancrés à l'extrême-droite, restent en place dans de nombreuses villes.

[2] "Poll: 69 percent of voters support Medicare for All", *The Hill*, 24 avril 2020 ; Kenny Starcil, "As Centrist House Democrats Attack Medicare for All, Fox News Poll Shows 72% of Voters Want 'Government-Run Healthcare Plan'", *commondreams.org*, 6 novembre 2020.

[3] Igor Derysh, "DNC platform committee votes to reject Medicare for All despite overwhelming support from voters", *salon.com*, 28 juillet 2020.

[4] Larry Buchanan, Quoc Trung Bui et Jugal K. Patel, "Black Lives Matter May Be the Largest Movement in U.S. History", *New York Times*, 3 juillet 2020.

En campagne, Biden, tout en exprimant sa sympathie pour les victimes et leurs familles, a refusé de prendre position pour une réforme profonde des polices. La future administration Biden-Harris devra prendre des mesures plus que symboliques pour imposer aux polices de tous les échelons du système fédéral une réglementation sérieuse. *Black Lives Matter*, dont l'action politique s'organise et s'inscrit dans la durée, fera pression sur l'administration pour ne pas perdre une occasion de réaliser des changements qui n'ont que trop tardé.

En somme, les racines sociales et politiques essentielles du phénomène Trump vont survivre à Trump et les Démocrates au pouvoir risquent de contribuer à leur manière à faire perdurer ces conditions. Par ces temps de crise, l'analogie avec le *New Deal* des années 1930 est souvent évoquée et Biden lui-même n'est pas le dernier à rappeler dans ses discours l'épreuve de Franklin D. Roosevelt face à la Grande Dépression. Mais l'administration Biden-Harris sera-t-elle vraiment à la hauteur de la situation? Il y a de quoi être sceptique. Roosevelt avait déclaré sa défiance envers les « forces organisées de l'argent ». L'aile dominante du Parti démocrate – le parti des Clinton, d'Obama et de Biden – semble allergique à une telle attitude.

Biden s'entend plutôt bien sur le plan personnel avec Bernie Sanders, mais la substance ne suit pas. Le prochain président a repris dans sa campagne la revendication, rendue populaire par la gauche et de nombreux syndicats, d'un salaire minimum horaire fixé à 15 dollars, mais il est loin d'en avoir fait une priorité. Pour que son administration l'adopte comme objectif, il faudra qu'elle y soit poussée.

Qui la poussera ? La gauche politique issue des campagnes présidentielles de Sanders en 2016 et 2020 est porteuse d'un projet plus audacieux et plus mobilisateur que celui des Démocrates conservateurs. Elle commence aussi à constituer une force visible et audible, là où, il y a cinq ans encore, il n'y avait presque rien. A la Chambre des Représentants, elle compte une poignée de jeunes élus, dont la célèbre et talentueuse Alexandria Ocasio-Cortez (14e circonscription de New York), une poignée d'autres vont y entrer en janvier 2021. Pour gagner leurs sièges ils se sont battus dans des élections primaires contre des Démocrates plus conservateurs qui dépendent pour leur carrière des grands donateurs. Leur influence dépasse de loin leur nombre encore modeste puisque derrière eux se trouve une nouvelle génération de jeunes, implantés dans des mouvements locaux et, de plus en plus, dans des assemblées élues locales à tous les échelons du système politique.

Cette gauche émergente a en sa faveur des perspectives unitaires rendues possibles en grande partie par les deux campagnes présidentielles de Bernie Sanders. Les supporters de Sanders émanaient de mouvements sociaux très multiformes et multicolores : écologistes, syndicaux, mouvements contre les brutalités policières racistes, pour le droit au logement, etc. Ils semblent avoir bien compris ce que Sanders n'a cessé de rappeler : face à un Trump qui joue à outrance sur les divisions et les haines, il est essentiel de se focaliser non seulement sur ce qui différencie les composantes du mouvement mais aussi et surtout sur ce qui unit.

Se posera donc, et se pose déjà, la question du rapport de forces entre cette gauche et le noyau dominant du Parti démocrate. Dans les années à venir, on peut prévoir des relations de tension, de compétition et parfois de conflit, entre les deux forces qui occupent l'espace démocrate.

Bien sûr, le terrain politique qui s'ouvre avec la victoire démocrate est beaucoup plus favorable à la lutte démocratique pour le changement que ne l'aurait été un second mandat de Trump. Mais si l'administration Biden ressemble, comme c'est le plus probable, à celles de Bill Clinton et de Barack Obama, il sera impossible de rompre de manière décisive avec les conditions qui ont rendu possible la rapide poussée du trumpisme depuis 2015. Nina Turner, ancienne sénatrice d'Etat dans l'Ohio et porte-parole de la campagne Sanders en 2020, lance cet avertissement : «Au milieu d'une crise multiple, l'administration Biden a une fenêtre d'opportunité pour donner satisfaction aux travailleurs et aux jeunes qui ont assuré son élection. S'il n'est pas à la hauteur de ce moment – s'il cherche à revenir à une « normale » faite de cadeaux aux grandes entreprises et d'inégalités extrêmes – le prochain Trump risque d'être beaucoup plus dangereux encore que celui que nous venons de battre[5]».

[5] Nina Turner, "Working people delivered Biden his victory. Now he needs to deliver for them", *Washington Post*, 8 novembre 2020.